



# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

SAMEDI 10 NOVEMBRE 1979

N°43

PRIX : Antilles 1,50 F  
France 2,00 F

Editorial

## DEBAT SUR LE BUDGET DES DOM A L'ASSEMBLEE NATIONALE

LES TREMOLOS DE LA DROITE GUADELOUPEENNE

Les députés R.P.R. de la Guadeloupe sont intervenus à l'Assemblée Nationale, dans le cadre de la discussion du budget 1980 des DOM.

Par bien des aspects de leurs interventions ainsi que par le ton général de leurs discours, on aurait cru entendre parler des hommes de l'opposition.

En effet, Guillod, Moustache et Maximin semblaient ne pas ménager leurs critiques au gouvernement en général, à Dijoud en particulier.

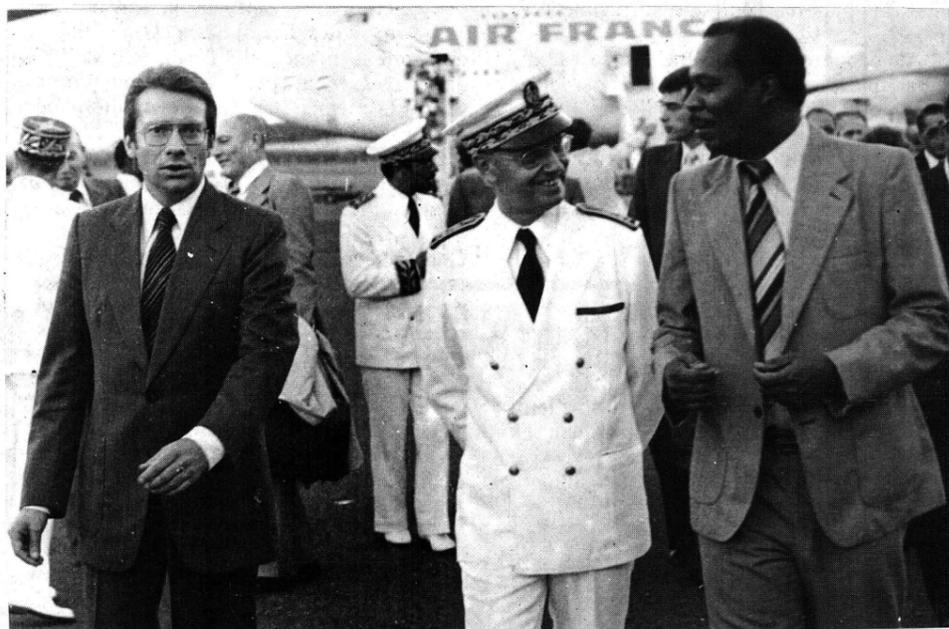
Tout y est passé : la conteneurisation de la banane, c'est la ruine de l'activité portuaire de Basse-Terre. La fermeture de Blanchet, c'est "la porte ouverte à un drame social sans précédent en Grande-Terre" ; la malheureuse décision de la diminution de la prime de vie chère, c'est "le non-respect des promesses gouvernementales", c'est "s'attaquer au niveau de vie de populations déjà durement éprouvées par le passage de David", et surtout c'est "vouloir un nivellement par le bas des rémunérations des salariés des Antilles", sous prétexte d'un alignement sur la situation existant en France métropolitaine.

Et ces députés de dénoncer le fait que n'existent pas aux Antilles nombre de prestations et indemnités sociales qui existent en France, notamment l'allocation chômage.

Mais ce n'est pas tout ! Moustache allait prendre le relais de son collègue Guillod pour plaider la cause de l'agriculture toujours sans perspective autre que la liquidation de l'activité sucrière.

Et quand en ce qui concerne les marins-pêcheurs, dont l'activité fait vivre environ 5000 personnes, il réclama la baisse d'un rôle trop lourd à supporter, que soit subventionnée largement l'acquisition de bateaux capables d'aller pêcher en haute mer et que soit reconsidéré le problème d'une école de pêche.

Après de tels discours, il ne restait plus grand chose à dire pour un élu de la gauche P.C., P.S. ou P.P.M.. Tant il est vrai qu'aussi



Moustache en grande conversation avec Dijoud et le préfet Maillard :

L'opposition de façade n'empêche pas les bonnes relations avec les autorités coloniales.

longtemps qu'on se bornera à des discours, à des protestations purement verbales, il n'y a rien qui puisse sérieusement effrayer le gouvernement ou qui soit en dehors de la compétence de ses propres hommes politiques.

La preuve en fut faite avec l'intervention suivante d'ailleurs : intervention de Césaire, député P.P.M. de la Martinique. Celui-ci était tout aussi vertueusement indigné que ses collègues R.P.R., mais il n'alla pas plus loin qu'eux. Sur un point il fût même moins à l'aise que les députés de droite ! Ce point concerne la suppression progressive de l'indemnité de vie chère. Le P.P.M. ne semble pas prêt d'en avoir fini de s'empêtrer dans ses contradictions à ce sujet : en tant que mouvement nationaliste con-

scient et prévoyant, il est en effet d'accord pour diminuer les salaires des fonctionnaires, mais soucieux de ne pas se couper de sa base sociale, de son électoral, composé pour une part importante par des fonctionnaires, le parti de Césaire est amené, bon gré mal gré, à tempêter contre la tentative "indigne" perpétrée par Giscard-Dijoud.

C'est d'ailleurs d'un intérêt électoral également qu'il s'agit, pour les députés R.P.R. Leurs discours largement retransmis par la presse et la radio locale, sont le rouleau compresseur visant à aplanir le terrain des futures campagnes électorales, les présidentielles et surtout les législatives !

suite page 4

LES CONTRADICTIONS DE LA

POLITIQUE COLONIALE

Le gouvernement français affirme à tout bout de champ que les Antilles sont françaises et veulent le rester. Il s'appuie sur le fait que la majorité des députés y sont résolument départementalistes et que "le suffrage universel" tranche donc la question du statut en sa faveur.

Pourtant le gouvernement français reçoit démenti sur démenti à la politique qu'il mène aux Antilles. Cette politique est depuis plusieurs années placée sous le sceau de la "départementalisation économique". Elle vise en fait à désamorcer le problème national. Pour cela il cherche à maintenir un certain niveau de vie relativement acceptable et à réduire des discriminations sociales entre la France et les "DOM". Il a réussi à désamorcer le mécontentement créé par le chômage en limitant les naissances et en facilitant à outrance la politique d'émigration.

Cette politique, si elle a pu provoquer pendant une période une certaine stagnation de l'expression du sentiment national, montre pourtant, de jour en jour, ses limites et ses contradictions.

Ces contradictions sont inhérentes au système colonial lui-même qui au delà de toutes les politiques d'assimilation et de départementalisation demeure inexorable.

Et cela parce que les Antilles sont avant tout des pays sous-développés, des nations opprimées par une nation dominante. Les technocrates et les hommes politiques du pouvoir colonial ne feront pas disparaître cette contradiction à coups de colloques et de "plans". Et les problèmes économiques, sociaux ne peuvent aller qu'en s'aggravant proportionnellement au degré de gravité de la crise que vit la bourgeoisie française.

Le pouvoir n'est même plus maître de sa propre politique "outre-mer". On le voit par exemple dans l'affaire de Blanchet où il ne peut empêcher que les capitalistes ferment leurs usines quand ils le veulent et vendent les terres qu'ils veulent en fonction de leurs seuls intérêts financiers.

Les fermetures d'usines, la réduction de la production sucrière, la réduction de la prime de vie chère des fonctionnaires, constituent autant d'exemples qui montrent la faillite de la politique de Giscard et de Dijoud. Faillite due à l'impossibilité pour l'état colonial d'assimiler "l'inas-similable", de "départementaliser" ce qui ne pourra jamais l'être.

Ces contradictions font craindre à certains (les assimilationnistes) un "largage" des Antilles par le pouvoir. D'autres (certains anti-colonialistes) en viennent à se bercer d'espoir à cette perspective.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à vivre (à craindre ou à espérer) sur des mythes. C'est à eux de préparer l'avenir. C'est de leur lutte que viendra toute libération.

## "MAMITO" : PLAIDOYER POUR UNE INDEPENDANCE DIRIGEE PAR LA BOURGEOISIE

Le film "Mamito" est à l'affiche en Guadeloupe depuis bientôt deux semaines, et les salles ne se désemplissent pas. Le film bénéficie en effet de la sympathie du public, et le fait qu'il ait été écrit et réalisé par un Antillais y est sans doute pour beaucoup. En effet, la population est fière de voir que c'est l'un des siens qui a réalisé le film, et que l'on montre quelque chose qui se passe aux Antilles.

Les acteurs n'apparaissent plus comme des êtres lointains, vivant à des milliers de kilomètres, mais comme des gens plus proches d'eux, vivant leur propre vie. Cela joue indiscutablement en faveur du film.

Le milieu que dépeint Lara est celui de la petite-bourgeoisie ; une couche sociale qui vit mieux que les travailleurs, mais qui n'en a pas moins des problèmes. Elle est en effet frustrée dans ses ambitions, se rendant capable de réaliser certaines choses, mais freinée par le fait que ce sont d'autres qui dirigent. C'est vrai que ce milieu, aux Antilles, ne parle que de cela, et Lara le montre très bien. Certains d'entre eux souhaitent l'indépendance, d'autres la craignent, mais tous en parlent, davantage que les travailleurs ou les paysans pauvres.

Le pouvoir colonial s'est longtemps appuyé sur la petite-bourgeoisie, notamment intellectuelle : le fait que ce milieu dénonce maintenant le colonialisme donne sans doute à réfléchir. Les formes les plus criantes de la dépendance, et leurs conséquences sont mises en avant et la salle réagit très favorablement (notamment sur l'absence de cultures vivrières, la dépendance presque totale vis à vis de l'extérieur pour ce qui est de l'alimentation, etc...). Cela touche en effet tout le monde, les jeunes, les chômeurs, les ouvriers comme les petits-bourgeois.

A travers le film perce aussi une certaine forme de mépris de la part des petits-bourgeois vis à vis des travailleurs, mépris qui est une réalité, et que partage sans doute Lara. La séquence sur les employés des PTT qui se font les ongles est bien significative. Mais Lara n'a pas jugé bon de montrer les employés à bout de nerfs devant des files interminables de clients aux guichets, ni des ouvriers travaillant en plein soleil ou d'autres faisant des heures supplémentaires tard dans la nuit (bâtiment). Le désarroi de ceux qui perdent leur emploi, de ceux qui sont au chômage, il ne les montre pas. Ce qu'il montre, ce sont des petits-bourgeois qui

considèrent de haut les travailleurs, ou leur font la leçon (ainsi l'huissier à l'ouvrier qui a acheté une BMW). Le petit-bourgeois, qui vit confortablement, est très sévère pour les pauvres qui se paient une fantaisie quelconque, il pense qu'ils "devraient rester à leur place". Quand on se place du point de vue des travailleurs, cette attitude irrite ; mais cela donne aussi de l'intérêt au film, en ce sens que cela traduit parfaitement l'état d'esprit des petits bourgeois, dont Lara transmet fidèlement le point de vue.

Par bien des côtés, par ailleurs, le film est sympathique : il dépeint certains aspects de la vie sociale, comme par exemple le repas sur la plage, il exprime certaines réflexions que tout le monde fait. On n'est pas indifférent aux problèmes des personnages, ce qui assure le succès du film.

A la fin, une assemblée regroupant des petits bourgeois et des travailleurs se prononce en faveur de l'indépendance. Ce mot d'ordre, qui apparaît comme le thème du film, a fait se poser à certains la question suivante : Pour quoi le pouvoir colonial l'a-t-il laissé sortir ?

suite page 4

# 6 - 7 NOVEMBRE 1917 : LES OUVRIERS PRENAIENT LE POUVOIR EN RUSSIE



meeting ouvrier contre la guerre

Il y a 62 ans, dans la nuit du 6 au 7 novembre 1917, les travailleurs de Pétrograd, qui allait devenir plus tard Léninegrad, se lançaient à l'attaque du siège du gouvernement bourgeois de Kerensky. La première révolution ouvrière du monde venait de commencer.

Cette révolution était le fruit de la lutte des travailleurs de Russie contre l'un des régimes les plus hâis qui soit, le régime tsariste.

Au début de 1917, l'état Russe est dirigé par une dictature personnifiée par un homme tout puissant, le tsar Nicolas II. A son ombre prospèrent une noblesse inculte et sottise, pillant une masse de paysans très pauvres et une bourgeoisie qui a grossi en importance depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Et si près de 80% de la population vit encore à la campagne, dans les grandes villes

comme Moscou et Pétrograd se concentre un prolétariat urbain, peu nombreux certes, (on estime le nombre des ouvriers à environ 3 millions sur une population totale de 140 millions d'habitants) mais combatif et décidé. Les travailleurs les plus conscients sont regroupés au sein du parti bolchévique, le principal dirigeant de ce parti est Lénine. Il vit en exil en Europe occidentale.

L'entrée en guerre de la Russie en 1914 aux côtés des puissances impérialistes que sont la France et l'Angleterre va être un nouveau coup porté à la population russe par le régime tsariste : des millions de paysans vont se trouver enrôlés dans l'armée. Avec les premières défaites, ce seront des millions de morts, de prisonniers et de blessés graves que la population russe aura à souffrir. Parallèlement, les ouvriers des villes doivent supporter une inflation crois-

sante et une baisse de leur niveau de vie. Ils doivent accepter de se serrer la ceinture alors que bourgeois et dignitaires du régime vivent dans le luxe et les plaisirs éhtrés. Il y a une véritable atmosphère de fin de règne à la cour impériale durant l'hiver 1916 - 1917.

C'est dans ce contexte qu'éclate le 23 février, journée internationale de la femme, une grève des ouvrières du textile qui réclament du pain. En 5 jours d'émeute, de manifestations de rues et de luttes avec la police et le corps spécial de répression formé par les cosaques, les travailleurs sont maîtres de Pétrograd. Le pouvoir tsariste est jeté à bas. Nicolas II abandonne le trône. C'est la révolution de février.

Mais le nouveau pouvoir ne reste pas entre les mains du prolétariat. Les "socialistes" modérés, (les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires), n'auront rien de plus pressé que de conclure des accords avec les représentants de la bourgeoisie de manière à remettre à ceux-ci la direction des affaires.

Mais si les travailleurs font confiance aux socialistes modérés, ils se méfient des bourgeois. Ils ont constitué leurs propres organes de pouvoir : les soviets. Dans ces conseils (c'est le sens du mot soviétique), les travailleurs se réunissent, discutent et prennent les décisions concernant les divers aspects de la vie courante. Il y aura donc pendant 9 mois opposition entre deux pouvoirs, celui du Gouvernement provisoire, que les bourgeois dirigent, et celui des ouvriers dans les soviets.

Au contraire des autres partis qui prêchent l'union nationale, l'entente entre les ouvriers et capitalistes et qui visent à subordonner les travailleurs au pouvoir bourgeois, les bolchéviks seront les seuls à dire clairement, après le retour de Lénine de son exil en avril 1917, que les travailleurs doivent prendre le pouvoir. Leur mot d'ordre sera : « Tout le pouvoir aux

Soviets ».

De plus en plus nombreux sont les ouvriers et les petites gens au cours des mois qui prennent conscience que la politique suivie par les "socialistes" leur est néfaste. Aucune de leurs revendications n'a été satisfaite. Le gouvernement bourgeois, dont l'homme fort est Kerensky, refuse de donner la terre aux paysans, protège les capitalistes, envoie les ouvriers et les paysans au front se battre pour conquérir des territoires pour les bourgeois russes.

Les travailleurs se tournent de plus en plus nombreux vers le parti bolchévique dont les dirigeants, Lénine et Trotsky, ont de plus en plus leur confiance.

Entre avril et octobre, le nombre des travailleurs adhérant au parti bolchévique est multiplié par 6 ! Les soviets des principales villes sont dès septembre aux mains des bolchéviks. Trotsky est élu président du soviétique de Pétrograd, la capitale de la Russie révolutionnaire!

Les bolchéviks sont donc le seul parti qui conserve la confiance des larges masses travailleuses de Russie. C'est poussé par cette vague populaire immense, forts de la confiance que leur font des millions et des millions de personnes que les bolchéviks décident de la date de l'insurrection. Celle-ci aura lieu au moment de la Convocation du 2<sup>ème</sup> congrès des soviets dans la capitale.

Devant le soulèvement organisé par le prolétariat de la capitale et soutenu par les soldats de la garnison, le gouvernement provisoire de Kerensky trouva à peine quelques centaines d'hommes pour le soutenir. C'était la fin d'un gouvernement sans appui dans la population, mais c'était aussi la fin du règne de la bourgeoisie en Russie. Le congrès des soviets réuni le lendemain du soulèvement décidait d'exercer le pouvoir que lui remettait le prolétariat de Pétrograd.

Il restait alors à organiser, consolider et fortifier le pouvoir prolétarien.

## LES ENSEIGNEMENTS DE LA REVOLUTION RUSSE

Il y a 62 ans, les ouvriers russes avec à leur tête le parti bolchévique, prenaient le pouvoir en Russie.

Quelques mois plus tôt, les masses populaires avaient balayé le régime tsariste.

Cette révolution prolétarienne de 1917, il y a plusieurs façons de s'en souvenir.

Celle des révolutionnaires n'est pas de commémorer les événements d'une manière figée, mais d'essayer de dégager en quoi cette révo-

lution ouvrière demeure pour les travailleurs d'aujourd'hui riche en expériences, dont eux et leurs organisations doivent tirer profit dans leur lutte contre le capitalisme.

### LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

Les Ouvriers Russes ont transmis en 1917 au prolétariat mondial un autre enseignement très précieux : la nécessité pour la classe ouvrière du parti ouvrier révolutionnaire. Ils ont montré que cet outil est absolument indispensable pour vaincre la bourgeoisie.

Leur parti, le parti bolchévique, ils l'ont construit pendant de longues années, sur la base de des usines, des entreprises. C'est grâce à ce parti que, pendant des années, ils ont pu former en leur sein des cadres révolutionnaires compétents, aguerris par la lutte clandestine sous le tsarisme. Ce parti et ses militants

trempe et expérimentés au cours de nombreuses luttes, en particulier au cours de la révolution de 1905, a permis aux ouvriers de dépasser le stade de la révolte spontanée pour construire, pas à pas, entre février et octobre, la politique et l'organisation méthodiques nécessaires à la prise du pouvoir et à l'établissement de l'état ouvrier.

Ce sont sous les directives du parti que les différentes tactiques seront appliquées par les ouvriers bolchéviks et que l'insurrection est préparée minutieusement et déclenchée au moment, à l'heure voulue par le parti.

Les dirigeants du parti bolchévique dont Lénine était le principal, ont, pendant des années élaboré une technique d'organisation et assureraient méthodiquement la formation politique théorique des militants. L' "Iskra", qui fut pendant longtemps l'organe central du parti,

écrit pourtant de l'étranger sous la responsabilité de Lénine, puis plus tard, la "Pravda"

fournissait régulièrement la ligne, les mots d'ordre et la politique du parti, tandis que les nombreux textes et brochures de Lénine contribuaient à la formation des militants politiques. Quant à la discipline extrêmement rigoureuse du parti, elle devait selon Lénine "confiner à la discipline militaire". Cette discipline rigoureuse n'empêchait pas cependant la plus grande démocratie au sein du parti. Les discussions y étaient nombreuses et d'ailleurs la formation de nombreuses tendances tout au long de la vie du parti prouve en partie l'existence d'une telle démocratie.

Mais on était loin de la démocratie des partis bourgeois de leur électisme ou du monolithisme figé des partis stalinien actuels.

La démocratie bolchévique était fondée surtout sur la discipline librement consentie et nécessaire pour vaincre la bourgeoisie. Le fondement en était la formation la plus poussée et la sélection des militants.

De parti relativement faible numériquement qu'il était, mais constitué de révolutionnaires professionnels, le parti bolchévique a su entre février et octobre 17 devenir un parti de masse. La combinaison de l'organisation méthodique et d'une politique qui exprima les véritables intérêts du prolétariat et des couches laborieuses a montré l'infinie supériorité d'un parti de ce type pour permettre au prolétariat de vaincre.

ges personnels en se glissant aux postes de direction. L'ampleur de ce phénomène modifiera complètement la physionomie de la révolution ouvrière. Quant aux ouvriers révolutionnaires d'octobre, aux cadres bolchéviks, ils ont pour une grande part été décimés au cours de la guerre civile contre les "blancs" tsaristes. Ils ne peuvent donc redresser la situation pourrissante, au sein des soviets, du parti et partout dans le pays.

C'est sur cette bureaucratie que Staline va s'appuyer pour s'accaparer tout le pouvoir après la mort de Lénine et mener une politique tant intérieure qu'extérieure qui n'a plus rien

LES CONSEILS D'OUVRIERS ET DE SOLDATS - PAYSANS : ORGANES DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE.

L'action des ouvriers russes depuis la révolution de février, c'est surtout leur participation directe dans des organes démocratiques de leur classe : les conseils d'ouvriers et de soldats-paysans, les soviets. Ils avaient été constitués au lendemain de la révolution de février par les travailleurs qui dans leurs actions, dans les rues avaient balayé le régime tsariste. Les soviets étaient la réplique des organisations que les travailleurs russes dès la révolution de 1905 avaient mis sur pied.

Les ouvriers de chaque usine, chaque fabrique, élaient leurs délégués ouvriers et ceux-ci les représentaient au soviétique. Ces délégués étaient contrôlés par leurs camarades qui leur retiraient leur confiance lorsqu'ils ne défendaient plus leurs positions au sein du soviétique.

Au sein de ces conseils, les militants politiques de toutes les organisations ouvrières s'adressaient aux travailleurs démocratiquement et leur expliquaient leur politique. Ils constituaient en quelque sorte des petits parlements ouvriers. Ainsi, mois après mois, semaine après semaine, les travailleurs pouvaient vérifier la justesse de la politique qui leur était proposée par les différents partis.

Les soviets n'étaient pas seulement des organes de discussion. Ils étaient d'abord des organes de décision et de lutte de travailleurs. Tout ce qui concernait les grèves, très nombreuses dans cette période, la vie dans les quartiers ouvriers, l'information, était décidé démocratiquement. Les soviets s'affirmeront donc comme de véritables organes de pouvoir.

à voir avec le bolchévisme.

Contre ceux qui s'opposent à cette politique, en particulier Trotsky et les anciens compagnons de Lénine, il pratiquera peu à peu une politique de terreur, de répression à grande échelle et de liquidation physique.

Aujourd'hui, si la bourgeoisie n'a pas repris le pouvoir en URSS, l'état soviétique n'est pas pour autant un état qui défend les intérêts du prolétariat Russe et mondial. Il reste aux ouvriers de ce pays à se battre contre la bureaucratie qui les opprime, et les prive de liberté pour retrouver la voie de ceux d'octobre 17.

### CHRONOLOGIE

#### DES EVENEMENTS

— 23 février : "Journée internationale des Femmes." A Pétrograd, la capitale, la grève des ouvrières du textile fut à l'origine de la grève générale. Les troupes, lassées de la guerre, refusent de réprimer les travailleurs. Le régime du tsar Nicolas II est renversé.

— 2 mars : Un gouvernement provisoire bourgeois est mis en place.

— 3 avril : Lénine revient d'exil. Il publie les "Thèses d'avril" où il prône la nécessité de lutter pour la révolution ouvrière, pour le pouvoir des soviets. La direction de son parti, qui avait jusqu'alors une attitude hésitante, se rallie à ses thèses.

— 4 juin : 1<sup>er</sup> congrès des soviets. Les modérés sont majoritaires grâce aux provinces. Mais dans les quartiers ouvriers de Pétrograd et de Moscou, les bolchéviks deviennent majoritaires.

— 18 juin : une manifestation de masse est organisée, où les mots d'ordre bolchéviks : « Paix immédiate », « A bas les ministres capitalistes », « Tout le pouvoir aux Soviets » sont repris par les 500.000 manifestants.

— 3, 4 et 5 juillet : les masses ouvrières de Pétrograd descendent dans la rue. Les bolchéviks craignent un affrontement prématuré mais sont néanmoins à leurs côtés. Tout le mois de juillet, la répression s'abat sur les travailleurs et le parti bolchévique. Trotsky est arrêté, Lénine doit fuir.

— 24 juillet : Kerenski forme un nouveau gouvernement où les socialistes sont majoritaires. Mais ce gouvernement se manifeste par son impuissance.

— 25 août : le général Kornilov tente de s'emparer du pouvoir. Pour se défendre, Kerenski est obligé de laisser la population s'armer, et de faire appel aux troupes, notamment les marins de Cronstadt, favorables aux bolchéviks. Les prisonniers de juillet, dont Trotsky, sont libérés.

— 31 août : Les bolchéviks sont majoritaires au soviétique de Pétrograd.

— 23 septembre : Trotsky élu président du soviétique de Pétrograd.

— 9 octobre : création du Comité Militaire Révolutionnaire (CMR) qui sera l'instrument de la prise du pouvoir.

— 10 et 11 octobre : Lénine, de retour de Finlande, conçoit la direction du parti de la nécessité de l'insurrection.

— 24 et 25 octobre : Le CMR s'empare des points stratégiques ; le palais d'Hiver, siège du gouvernement, est pris le lendemain.

— 25 octobre : Le CMR remet le pouvoir au Congrès des Soviets, où les bolchéviks sont majoritaires.

## AUJOURD'HUI, LES OUVRIERS RUSSES N'ONT PLUS LE POUVOIR

Aujourd'hui, l'union soviétique n'est plus un état dirigé par les travailleurs. A partir de 1923, plusieurs causes entraineront la dégénérescence de l'état ouvrier mis en place en octobre 1917.

Ce fut d'abord l'échec des révolutions dans les autres pays d'Europe et en particulier en Allemagne qui isolait l'union soviétique face à la pression de l'impérialisme mondial. Et ce fut surtout la montée de la bureaucratie dont Staline sera le représentant en chef. Cette bureaucratie est constituée de fonctionnaires et de gens qui cherchent à s'arrogés des avanta-

Dans un article intitulé «pour un redressement économique», la section communiste de Capesterre-Belle-Eau se livre à une analyse de la situation économique de la commune qu'elle a dirigée pendant près de vingt cinq ans.

Dans un exposé chiffré sur la répartition de la population, sur la répartition des terres plantées en banane, les auteurs de l'article rappellent que 13 gros exploitants se partagent 30% des terres alors que 455 autres ont les 70% restant. Ensuite, ils nous parlent des difficultés de la production et de la situation des planteurs et des ouvriers agricoles. La section communiste de Capesterre ne s'en arrête pas là et propose pour redresser la situation jugée fort justement désastreuse : la diversification des cultures ; la production de cultures vivrières, le développement d'une "industrie agro alimentaire", l' "industrialisation" et pour atteindre ces objectifs la création d'un "comité de défense le plus large possible pour mobiliser toutes les couches de la population intéressées à l'avenir de la commune" et la section du PC continue: "une telle action si elle portait des résultats positifs contribuerait . . . à libérer des énergies et à redonner au peuple de Capesterre sa combativité des années passées..!" etc. . .

Voilà longtemps que l'on n'avait pas entendu un langage aussi dynamique de la part des militants communistes de Capesterre. Seraient-ils décidés dans la période qui vient à remonter le courant et regagner leur influence aujourd'hui ternie ?

Il est peut être un peu tôt pour le dire mais cela n'est nullement impossible. Car il y a au PC des militants qui ont mal accepté le fait que leur parti soit maintenant relégué à un rang bien inférieur dans la commune de Capesterre.

Il faut se rappeler que cette commune fut pendant des années l'un des bastions du parti communiste guadeloupéen. Cela tenait certes à la personnalité d'un de leurs dirigeants, Paul Lacavé, maire conseiller général, député de la commune, mais pas seulement à cela. Dans les années d'après guerre les militants du PCG se sont trouvés rapidement en contact avec les luttes ouvrières, les animant, les impulsant, les organisant. Mais d'une part, la montée ouvrière d'après guerre s'estompée au fil des années et d'autre part, les dirigeants du PCG confortés par leurs sièges électoraux ont pris leurs distances, par rapport aux luttes ouvrières, aux problèmes d'organisation des travailleurs, aux difficultés quotidiennes des travailleurs face aux capitalistes. Le fait est particulièrement patent à Capesterre où très implantés syndicalement chez les travailleurs agricoles de la canne, les militants du PC ont carrément abandonné ce terrain là. C'est ainsi qu'il y a quelques années il n'y avait pratiquement pas de syndicats organisés dans les plantations de banane qui ont succédé à la canne et que les grandes grèves des ouvriers de la banane à Capesterre se sont déroulées en l'absence des militants du parti communiste guadeloupéen. Aujourd'hui encore, les travailleurs de Capesterre ne peuvent compter sur les militants du PC pour les aider à s'organiser, à s'éduquer, à lutter contre les gros propriétaires terriens de la région.

Et même sur le plan électoral, terrain largement dominé par le PCG jusqu'en 1976, il aura suffi de la mort de son leader Lacavé pour que rapidement le PCG perde son influence électorale comme il avait perdu bien avant son influ-

ence dans les luttes ouvrières.

Aujourd'hui, le parti communiste à Capesterre compte moins de 600 voix aux élections.

Mais d'ores et déjà les militants du PC qui veulent réellement se battre peuvent prendre leur parti au mot. Pour un redressement économique oui, pourquoi pas, mais comment, par quelles voies ?

Et d'abord comment lutter pour un "redressement économique", pour la "diversification" pour "libérer les énergies" comme le dit l'Etincelle, sans s'attaquer aux gros propriétaires ? Car, dans ce qui se veut être une sorte de manifeste du PC pour Capesterre, on cherche en vain un mot, un début d'explication, sur les terres des gros propriétaires. Montrer la répartition des terres ne suffit pas. Tout se passe comme si les militants du PC, auteurs de l'article, voulaient changer la situation en ignorant la cause principale de cette mauvaise situation : les gros propriétaires terriens. Car enfin, ce sont les Butel, les Dormoy, Max Martin, et d'autres qui possèdent des milliers d'hectares, pratiquement toutes les terres de la région, ce sont eux qui imposent à tous la monoculture de la banane, ce sont eux qui actuellement refusent des journées de travail aux ouvriers depuis le cyclone. C'est Max Martin qui remet des chèques sans provision aux travailleurs de la SCEFA et c'est lui que ces derniers ont du prendre à la gorge pour avoir leurs congés payés. Ce sont eux les maîtres de l'économie de la région.

La section communiste de Capesterre réussit le tour de force de parler de redressement sans parler du combat à mener contre les gros propriétaires soutenus par l'état colonial.

Et c'est bien de cela qu'il s'agit actuelle-

ment. La classe ouvrière de Capesterre constituée en grande majorité d'ouvriers agricoles des bananeraies affronte quotidiennement les patrons de la banane. Et dans les mois qui viennent elle aura à les affronter plus durement encore, car avec le cyclone, les travailleurs de la banane risquent de rester plusieurs mois sans travailler et le chômage a d'ailleurs commencé à les atteindre. A ce niveau il existe des solutions qui consisteraient par exemple à obliger les patrons à diversifier leur production en attendant que la banane soit de nouveau prête à être coupée. Il est possible aussi d'impulser et d'organiser une lutte pour l'obtention des 700 francs d'indemnisation-cyclone auxquels les ouvriers de la banane ont droit. A ce moment là il serait possible alors d'exiger bien plus que cela en regard des millions reçus par les gros propriétaires. . .

Mais cela nécessite une combativité importante de la part des travailleurs, certes, mais exige aussi des explications et un soutien de la part des militants politiques de la commune qui affirment se placer sur le terrain des travailleurs.

Mais comme on le voit, cette lutte passe nécessairement par un affrontement avec les gros propriétaires et la préfecture, affrontement plus ou moins important, cela ce sont les ouvriers eux-mêmes qui le décideront, mais affrontement quand même. C'est pourquoi le "redressement" et la volonté qu'affirme le PCG de "redonner au peuple de Capesterre sa combativité des années passées" peuvent rester de simples vœux pieux s'ils ne passent par cette voie là.

PIERRE JEAN CHRISTOPHE.

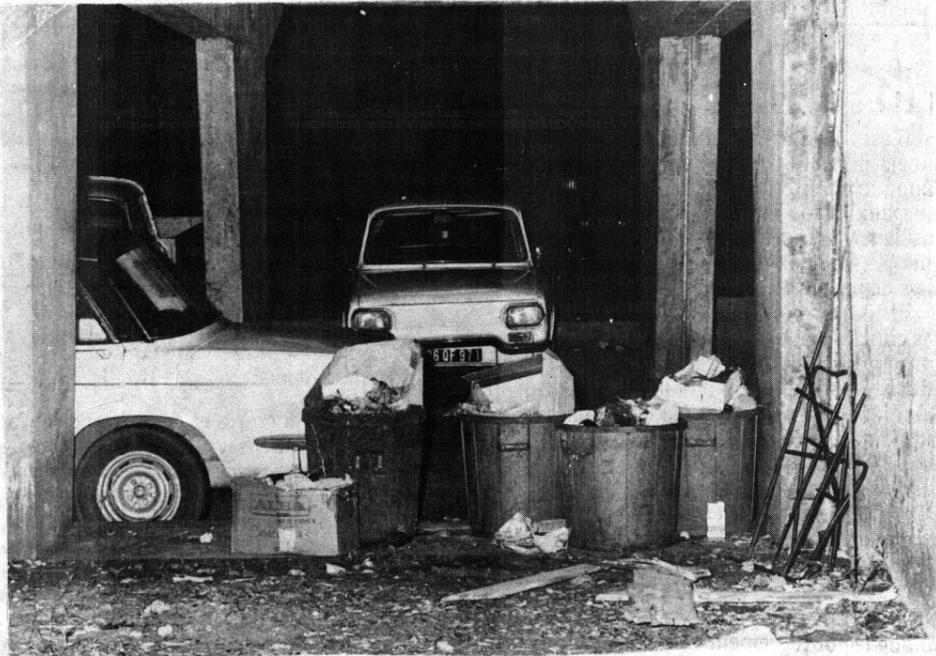
# ECHOS DES ENTREPRISES

## SIG : DES CONDITIONS DE TRAVAIL PENIBLES

Dans certaines cités, comme à Grand Camp Plaine ou dans celles de Basse-Terre, nous n'avons ni vestiaire, ni armoire pour ranger nos affaires pendant les heures de travail. Quant à une salle pour nous reposer ou casser la croûte, n'en parlons même pas. Cela est loin d'exister. Souvent nous sommes obligés de déposer notre linge dans le box de la poubelle.

La direction qui a pourtant le nez si fin pour dépister le moindre écart de notre part ne semble pas aussi sensible à cette gêne que nous subissons quotidiennement. Il est vrai qu'elle est loin des odeurs de poubelles et des dessous d'escaliers . . .

Il nous faudrait bien un jour lui faire "sentir" que cela doit changer.



## SIG : LES CITES - JARDINS . . . SANS JARDINIERS

La direction de la SIG prétend que les ouvriers sont les premiers responsables du mauvais entretien. Un exemple prouve en tous cas son hypocrisie : à Louisy Mathieu, il n'y a qu'un seul jardinier pour toute la cité . . . sans commentaire.

## PRISUNIC DEPOT DE JARRY ON ETOUFFE DE POUSSIERE ET DE COLERE !

Rimbaud, le PDG des Ets. Reynoir a construit un immense dépôt, mais n'a pas respecté les règles élémentaires d'hygiène.

Ce dépôt, c'est pire qu'une prison. Il n'y a presque pas d'ouvertures et les seules aérations sont placées très haut. Total, nous manquons

d'air et respirons la poussière toute la journée. De plus, le sol est rugueux et la poussière s'incrute dedans, les rares nettoyages qui sont faits ne servent pratiquement à rien.

Malgré plusieurs discussions avec Rimbaud à ce sujet, aucune amélioration sérieuse n'a été portée.

Il y a quelques années, Rimbaud était resté bloqué sous le soleil en compagnie de tous les employés. Il attend peut-être de rester quelques heures avec nous dans la poussière et la chaleur du dépôt pour trouver une solution.

## SOFROI : DES CANDIDATS FANTÔMES

Le matin des élections, le bureau s'est mis en place, les candidats étaient présents pour surveiller le déroulement des élections et les résultats.

Nous avons été surpris par l'absence du candidat de la SIAS. Et notre surprise a été encore plus grande lorsqu'on l'a vu réapparaître,

comme par enchantement l'après midi, alors que le vote était terminé.

Le mystère est d'autant plus grand que l'année dernière le candidat SIAS nous avait fait le même coup.

Que leur arrive-t-il donc ce jour là ?

Y a-t-il un virus des candidats SIAS ?

Ou tout simplement, pris de remords à la dernière minute de faire la politique du patron ils n'osent pas soutenir leur candidature face à leurs camarades, ou, pire encore, ils n'osent pas voter pour eux-mêmes.

## CENTRE HOSPITALIER DE POINTE A PITRE : NON A LA DIMINUTION DES EFFECTIFS !

Après la réunion du comité technique paritaire, nous avons été prévenus qu'aucun employé ne serait embauché l'an prochain.

Non seulement on n'augmentera pas le personnel, mais des bruits courent selon lesquels on allait licencier un certain nombre d'auxiliaires. Comme de toute évidence nous ne pourrions continuer à assurer notre travail dans de telles conditions, la solution trouvée par l'administration est la suivante : réduire le nombre des lits.

Pense-t-elle que si l'on diminue sur les lits, la population sera moins malade ?

Après les attaques du gouvernement contre le niveau de vie des travailleurs, c'est le droit à la santé qui est maintenant en question.

En tous cas, le personnel de l'hôpital ne doit pas se laisser faire. Nous avons été plus nombreux que d'habitude à participer à la récente grève. Nous devons être prêts à nous mobiliser pour empêcher toute diminution des effectifs, et exiger l'embauche du personnel nécessaire pour assurer des soins décentes à tous ceux qui en ont besoin. Il ne s'agit pas de reculer : La situation actuelle est à peine supportable, demain ce sera l'enfer si l'on diminue les effectifs.

## CENTRE HOSPITALIER DE POINTE A PITRE

### A QUAND LA SUPPRESSION DES NOTES

Cette année encore nombreux sont ceux d'entre nous qui sont déçus de la note attribuée.

En effet, il suffit qu'un agent ait eu un pro-

blème banal au cours de l'année pour être sanctionné. Il y a aussi des agents qui récoltent une mauvaise note pour une "mauvaise" attitude ou encore des problèmes relationnels . . . bref, pour des banalités.

Pourquoi ne noterions-nous pas, nous aussi, le directeur et les chefs de service ? S'il fallait le faire selon les mêmes principes, ils seraient sans doute déçus du résultat . . . Peut-être comprendraient-ils alors que le système de notation, qui n'est qu'une brimade inutile, mérite d'être supprimé.

## E.D.F. MARTINIQUE

### UN PETIT TOUR ET ÇA RECOMMENCE. . .

Décidément on se demande quand les discussions avec la direction prendront-elles fin pour que l'on passe aux actes concrets. Qu'on en juge :

De 1974 à 1978 des dizaines de réunions ont eu lieu avec M. TITINA, chef de centre, sans résultats concluants.

Ensuite ce fut le tour de son remplaçant, M MILLIN qui a demandé de lui laisser le temps de s'imprégner des problèmes.

C'est à croire qu'il est parti aussi sec qu'il est entré car rien n'a été fait durant son séjour.

Enfin, M. MILLIN a été remplacé par M. HAUTIER en septembre. Pour respecter la tradition, il a accepté un calendrier de réunions avec les représentants du personnel.

Comme le calendrier s'étale sur plusieurs mois, il est tranquille jusqu'à la fin de l'année. A moins que nous le secouions quelque peu avant.

## CENTRE HOSPITALIER DE FORT DE FRANCE

### LA SANTE, UN DROIT POUR TOUS!

Depuis quelque temps, certains d'entre nous se plaignent de la visite de gens extérieurs à l'hôpital. Ils viennent d'un ton menaçant et avec agressivité exiger des soins, de la nourriture, des repas ou des médicaments.

Dans de telles conditions, le personnel hospitalier le plus souvent seul ne se sent pas en sécurité.

Nous comprenons cela.

Cependant nous devons aussi constater que les chômeurs et plus particulièrement les clochards et laissés pour compte de la société, n'ont pas de moyens de se faire soigner.

Des problèmes de ce type pourraient se résoudre facilement et sans heurt si l'hôpital était un service public Gratuit.

# Les accords de Lomé : un arrangement entre capitalistes pillant des pays pauvres

De nouveaux accords de Lomé viennent d'être signés entre les états de la Communauté Européenne et les 68 états d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. C'est ainsi que depuis le mercredi 31 octobre, Lomé II a succédé à Lomé I et en est la continuation.

C'est en 1975 que la Convention de Lomé fut signée pour la première fois. Des accords de ce type permettent essentiellement aux pays riches de renforcer la mainmise sur l'économie des pays sous-développés.

Et si aux Antilles, à la Réunion, en Guyane on y attache une certaine importance, c'est parce qu'ils offrent aux pays africains la possibilité d'exporter sur le marché européen certains produits parmi lesquels figurent le sucre, la banane, les fruits etc. . . produits qui entrent directement en concurrence avec ceux venant des Antilles, de la Réunion et de la Guyane.

C'est pourquoi les partis politiques de ces pays, de même que les producteurs, ont accueilli ces accords avec hostilité, car, estiment ils, ceux-ci sont contraires à leurs intérêts.

Pour calmer leur inquiétude, le gouvernement français n'a pas cessé de multiplier les déclarations rassurantes. C'est dans cette optique que se place l'intervention à la télévision de Cheysson, représentant de la France à la Commission Economique du Marché Commun. Aux questions d'un journaliste qui lui deman-

dit des précisions sur les conséquences de ce Lomé II sur l'économie des Antilles, il répondit de manière péremptoire que celle-ci n'a rien à craindre de ces accords et même pour appuyer ses propos il n'a pas hésité à donner l'exemple de la Réunion qui grâce à cet accord pourra acheter son café à meilleur prix ! Mais le gouvernement français a beau multiplier les déclarations rassurantes, cela ne suffit pas à cacher la réalité. Leur système ne fonctionne pas aussi bien qu'ils voudraient nous le faire croire.

On pourrait ainsi citer l'exemple des producteurs de fruits de la Martinique qui obtiennent régulièrement des subventions gouvernementales, n'arrivent pas à rendre leurs produits compétitifs sur le marché et parlent périodiquement de mettre la clef sous le paillason, comme c'est le cas pour l'ananas par exemple. De même que tout le mécontentement soulevé par l'annonce de la fermeture prochaine de certaines usines à sucre en Guadeloupe et en Martinique est là pour démentir la belle assurance de Cheysson.

En fait, le gouvernement français est obligé de concilier des intérêts opposés, ce qui en système capitaliste n'a rien d'anormal. Que l'ananas de la Martinique soit concurrencé par celui de Côte d'Ivoire n'a rien d'étonnant. La production agricole, pas plus que celle de

l'industrie n'est planifiée en fonction des besoins réels des gens. On produit cacao, ananas, banane ou café en fonction des profits que des grosses sociétés veulent en tirer. Ces productions ne profitent d'ailleurs qu'à des gros propriétaires de terres, le plus souvent, et ceci aussi bien en Afrique qu'aux Antilles.

Les syndicats et partis de gauche aux Antilles (en particulier, Lamon, secrétaire général de la CGTM est bien connu pour faire de ce problème son cheval de bataille) ont une façon incorrecte et nationaliste d'aborder la question des accords de Lomé.

Ils opposent "nos" intérêts économiques antillais à ceux des pays ACP. Ils reprochent à l'impérialisme français de ne pas acheter en priorité les produits antillais.

La position juste, celle qui tient compte des intérêts des travailleurs antillais et ceux des pays ACP, c'est de dénoncer la mainmise des impérialistes sur l'économie de ces pays. C'est cette mainmise impérialiste qui crée le problème de la concurrence entre sucre, fruits etc. . . des Antilles et les produits similaires d'Afrique, de Caraïbe et du Pacifique.

Nous condamnons l'attitude des partis de gauche et des syndicats qui aboutit à pleurnicher dans le gilet de l'impérialisme pour que les capitalistes antillais aient le droit de déverser leurs produits en Europe.

Nous estimons que la solution à ce problème est politique. C'est si les peuples des Antilles ont demain la direction de leurs affaires qu'ils pourront orienter l'économie de leur pays de façon à ne pas dépendre de la commercialisation en Europe de produits de cultures d'exportation.

Il en est de même pour les peuples d'Afrique. Si les travailleurs, ouvriers et paysans pauvres de ces pays prennent le pouvoir, ils organiseront autrement leur économie de façon à satisfaire les besoins alimentaires de la population pour tenir face à l'environnement hostile de l'impérialisme.

Les travailleurs de ces pays ne mettront pas leurs espoirs dans un quelconque accord avec l'impérialisme. Ils s'appuieront sur la force des travailleurs dans le monde entier pour ne pas être étouffés économiquement par l'impérialisme.

En particulier ils s'adresseront aux ouvriers de France et des Etats Unis en leur demandant de s'opposer à toute tentative d'isolement ou de boycottage économique venant de l'impérialisme.

Il n'y a pas de réponse immédiate à des problèmes comme celui des accords de Lomé. La réponse, c'est la lutte des travailleurs et leur conquête du pouvoir aux Antilles comme dans les pays ACP qui la fourniront.

## Deux lettres ouvertes au Procureur de la République : LA POLICE CONTRE LES JEUNES "RASTAS"

Ce lundi 22 octobre à 9 heures, l'Inspecteur de Police Cark Raphaël, flanqué de deux autres m'ont abordé au Parc Floral, m'ont intimé l'ordre de les suivre et m'ont giflé car je refusais leurs menottes, et parce que je maugréais.

Arrivé au poste de police, ils m'ont interrogé sur vol de motos, sur vente de marijuana, sur le braquage à main armée de l'Agence du Crédit Agricole, sur vol et tentative de vol lors du Cyclone, sur tel ou tel individu. Et à chacune de mes réponses jugées insuffisantes, je re-

çois une avalanche de coups de poings et cela de 9 heures à midi. L'Inspecteur Cark s'est particulièrement distingué.

A midi, on me conduisit en garde à vue et vers 19h, l'interrogatoire a recommencé mais juste pour quelques minutes. Le lendemain, mardi 23 octobre, on recommença à m'interroger, et un inspecteur "Chabin" et à barbe m'a frappé à coups de fils électriques pour extorquer des aveux, les plus fantaisistes. Ce à quoi je me refusais.

Vers midi, je fus relâché mais sans que l'on

### A PROPOS D'UN ECHO PARU DANS "LA VOIX DES METALLOS" LA CAMIC : DES PATRONS DANGEREUX

Dans un écho paru dans la feuille ouvrière "La Voix des Métallos", des travailleurs de la métallurgie dénonçaient les conditions de travail au bassin de Radoub.

C'est ainsi que l'écho mettait en lumière le danger permanent que représente le "lavage" des bateaux à l'aide de jets d'eau à très forte pression.

En particulier un ouvrier a déjà été blessé, atteint à la jambe par le jet d'eau.

Le patron de la Camic, qui est l'entreprise de lavage et de peinture de bateaux, est furieux et menace des travailleurs de répression, ou même de les mettre à la porte. Il parle de porter plainte contre qui ? Si c'est contre Combat Ouvrier, qu'il sache que cela ne nous effraie pas outre mesure: nous sommes tout à fait décidés à rendre de plus en plus publiques les conditions de travail sur le bassin de Radoub. Ces conditions sont scandaleuses et doivent être dénoncées.

La position, les gesticulations et les me-

naces de la direction de la Camic ne nous étonnent pas.

Ces patrons n'aiment pas en effet qu'on rende publics leurs méfaits. Ils préfèrent exploiter et mettre en danger la vie des travailleurs sans que cela se sache.

Certains travailleurs craignent la répression patronale parce que les conditions scandaleuses de travail ont été dénoncées dans la feuille Combat Ouvrier.

Pensent-ils qu'il vaut mieux se taire et aller comme ce fut le cas déjà pour l'un d'eux, à l'hôpital ?

Pensent-ils que les maigres avantages consentis par la Camic pour gagner des profits importants valent la peine quand c'est leur santé et même leur vie qui sont menacées ?

Nous croyons que les travailleurs qui refusent de travailler dans de telles conditions sans rien dire ont raison.

La santé et la vie valent infiniment plus que les quelques maigres avantages en argent offerts par le patron de la Camic.

## EMIGRATION : Ceux qui ont des salaires insuffisants n'ont pas droit à un logement

Un Guadeloupéen, employé à l'entretien d'un centre de la Sécurité Sociale de Paris (CRAMIF), en France depuis un an et demi, n'a jamais trouvé de logement. Il est donc dans l'impossibilité de faire venir sa femme et ses huit enfants. Pourtant il n'a cessé d'intervenir auprès de différents organismes pour être logé.

Que ce soit au niveau de la Direction des HLM, des municipalités ou du Bumidom, sa demande a été rejetée sous prétexte que ses ressources sont insuffisantes. Ce travailleur perçoit 2.000 F par mois.

Après une intervention syndicale, la direction de la CRAMIF a fini par l'inscrire sur une liste prioritaire et son dossier a été transmis à la caisse d'Allocations Familiales qui distribue les logements. Les démarches prendront probablement un certain temps et ce travailleur sera obligé de continuer à payer une chambre d'hôtel qui lui revient très cher.

Une antillaise, femme de ménage aussi à la CRAMIF se trouve confrontée aux mêmes problèmes.

Elle vit avec cinq enfants chez quelqu'un qui l'héberge dans deux pièces étroites, sans cuisine. Cela fait un an qu'elle attend une réponse à la demande de logement qu'elle a adressée à la di-

rection de son service.

Si actuellement, de nombreux Antillais sont logés en HLM, il existe cependant, comme les deux cas qui ont été cités, certains qui se heurtent encore à des difficultés pour être logés, sous prétexte qu'ils ont des salaires insuffisants. Il est inadmissible qu'un minimum de salaire soit imposé pour l'attribution de logements sociaux surtout quand on sait que nombreux sont ceux qui gagnent peu de chose. Cela signifie que les pauvres, les plus démunis n'ont pas le droit de loger leur famille entre quatre murs. C'est donc sur les trottoirs, dans la rue, qu'on les envoie. Les différents organismes, qui en accord avec les directions patronales imposent toutes sortes de conditions et de délais pour loger les travailleurs, et font marcher ceux-ci d'administration en administration, s'en moquent éperdument.

Mais si nous, travailleurs antillais émigrés, décidions de prendre en main le problème de ces camarades et de les accompagner de bureau en bureau, tout en disant à haute voix ce que nous pensons, nos camarades trouveraient peut être un peu plus vite un logement.

me remit mon canif, ma tire à cigarettes et un sachet en plastique me servant de sac à provisions.

Je veux faire connaître au public ces faits !

Klébert MIRENIN  
Trénelles.

Ce lundi 22 octobre à 15h30, trois inspecteurs de police en civil, parmi lesquels le déjà célèbre Cark Raphaël pour sa méchanceté à l'égard des jeunes rasta, m'abordent au Parc Floral et me disent de leur ton insolent et ne devant pas admettre la réplique : «Mademoiselle vous devez nous suivre, nous avons quelques renseignements à vous demander.» ( . . . )

On me conduisit au poste de police, et c'est là que j'appris que mon copain avait été arrêté. On ne m'a pas dit de quoi il était accusé.

Par la rumeur publique j'ai appris qu'on l'accusait des choses les plus abracadabrantes parce qu'il possède un casier judiciaire et qu'il avait fait partie des jeunes arrêtés en avril der-

nier après les événements des plages de Mandiana et du Lido.

J'élève donc une énergique protestation contre le fait que la police et la justice ne cessent de tracasser la jeunesse et les rastas.

Au nom de qui et quoi, arrêtent-ils les gens en plein lieu public sans donner la moindre explication ?

Pourquoi tabassent-ils au poste de police les jeunes camarades, les rouant de coups pour les obliger à avouer n'importe quoi. Pourquoi nous menacent-ils, nous injurient-ils, nous méprisent-ils, nous humilient-ils, comme si nous n'étions pas des êtres humains ?

Qui me remboursera mon coussin déchiré ? Qui me rendra mes tires emportés ?

Pourquoi pour rechercher un éventuel coupable s'en prend-t-on à nous chômeurs, tous des milieux populaires ?

Un jour cela cessera !  
Maryvonne ROLLIER  
Cité Dillon

## MAMITO suite de la page 1

Il est à peu près sûr qu'un tel film, dans les années 60, aurait été interdit, de même qu'à l'époque on interdisait la vente de certains journaux lorsqu'ils parlaient des problèmes antillais, y compris des journaux français tels que "Le Monde" ou "Le Nouvel Observateur". Mais depuis, des changements se sont produits.

Et tout d'abord, le colonialisme a dû faire des concessions sur le plan des libertés démocratiques, et cela sous la pression des luttes et pour éviter l'explosion du mécontentement. Il a diminué la pression des chômeurs en organisant l'émigration par le Bumidom, toujours dans le même but.

Il s'est organisé de manière à avoir mieux en main la situation. Pensant avoir désamorcé les risques d'explosion, il se sent plus sûr de lui face aux partisans de l'autonomie et de l'indépendance.

Certains pensent que la sortie du film montre que le gouvernement français se prépare à "larguer" les Antilles. N'étant pas dans ses secrets, nous ne saurions l'affirmer. Peut-être ne verrait-il pas d'un œil défavorable le développement d'un mouvement nationaliste modéré, pour mettre en place une indépendance du type de la Côte d'Ivoire : nous n'en savons rien. Mais parmi tous ceux qui réclament l'indépendance, une telle tendance aurait bien sûr ses faveurs.

Le courant dont Lara se fait le porte-parole prétend que si la bourgeoisie se met de la partie, tout ira pour le mieux : du béké aux travailleurs, nous sommes tous Guadeloupéens (ou karukeraï ?) et nous avons les mêmes intérêts !

Les travailleurs savent que dans aucun pays du monde, les ouvriers et les capitalistes n'ont les mêmes intérêts. Dans le type d'indépendance défendu par Lara, les travailleurs n'auraient pas le droit à la parole et encore moins celui d'exercer le pouvoir.

Les discussions après le film montrent que beaucoup de travailleurs sont sensibles à cela, et sentent qu'une telle indépendance ne serait pas la leur, mais celle des bourgeois.

Et c'est sans doute l'intérêt du film que de soulever ces questions et d'en faire discuter.

## DEBAT SUR LE BUDGET suite de la page 1

Et leur apparente "opposition" n'existe pas en réalité. Mais les députés fidèles, soutiens (habituellement) du gouvernement, tiennent à éviter les effets du mécontentement existant actuellement contre le gouvernement. Il faut ajouter aussi que leur attitude s'inscrit fort bien dans le cadre de la nécessité constante pour le R.P.R. de se démarquer de l'U.D.F. giscardienne.

Toutes ces mesures et catastrophes que dénoncent Guilloid et ses compères de la droite ne sont nullement récentes ! Ces messieurs les connaissaient fort bien, et cela fait des mois et des années qu'ils participent à leur mise en place, eux et leurs amis haut placés dans les rouages de l'état bourgeois. C'est pourquoi la seule démonstration que Guilloid et consorts ont parfaitement réussie à l'Assemblée Nationale, c'est la démonstration publique de leur inépuisable roubardise.

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE Ouvrier à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728